https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1339

Les va-t-en-guerre du Parlement organisent un hold-up sur l'épargne populaire

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : jeudi 14 décembre 2023

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Jusqu'à présent, lorsque vous versiez, chaque fois que vous le pouviez, un peu d'argent sur votre Livret A, vous pensiez protéger votre épargne de l'inflation, ne serait-ce qu'un peu, tout en aidant à financer le logement social. Si vous le versiez sur votre Livret de Développement Durable et Solidaire (LDDS), vous pensiez contribuer, comme son nom l'indique, aux mesures de protection sociale et environnementale.

Eh bien, détrompez-vous. Le temps du civisme vertueux associant l'intérêt personnel et l'intérêt général, c'est terminé. Voilà un service public -un de plus- qui ne va pas durer. Votre épargne socialo-humano-écologique va bientôt faire l'objet d'un cynique hold-up.

Ils sont huit députés et sénateurs, menés par Thomas Gassilloud, député *Renaissance* du Rhône et surtout président de la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale, à justifier ce hold-up dans une tribune parue dans *les Echos* **(1)**.

Ils soutiennent un « cavalier » (un amendement-surprise, roublard et incongru), repris par le gouvernement dans son projet de loi de finances 2024, qui permettra de détourner subrepticement une partie de l'épargne populaire (livret A et LDDS) de sa destination naturelle vers les industries d'armement. Lesquelles, comme chacun sait, contribuent au développement durable et solidaire... de la mort organisée, programmée, exportée - et lucrative.

Entendons-nous bien, pour que les choses soient claires. Oui, la défense nationale est une nécessité. Un impératif *indiscutable.* Pas question de rester sans défense, tant civile que militaire, face aux agressions de dictateurs tels que Hitler ou Poutine. Pour défendre la liberté et la dignité humaine, parfois, il faut s'armer et prendre les armes. Même Gandhi l'a reconnu.

Mais de là à faire financer par notre épargne individuelle et populaire les énormes profits de Dassault, Lagardère, Thomson **(2)** et compagnie, au détriment de la solidarité nationale qui renforce la résistance du tissu citoyen aux agressions internes ou externes -comme l'atteste la résistance des Ukrainiens- il y a un pas qu'il serait indécent de franchir. C'est pourtant ce que font nos huit conspirateurs.

D'abord la défense nationale n'est pas l'affaire de huit individus, fussent-ils provisoirement désignés par le suffrage direct ou indirect. Elle n'est pas non plus l'affaire d'un seul individu, fût-il chef de l'Etat. La défense d'un peuple est l'affaire du peuple tout entier. Elle est, moins qu'aucun autre, l'objet d'un « domaine réservé ». Ce qui veut dire qu'elle doit pouvoir faire, plus qu'aucun autre, l'objet, dans ses grandes orientations, ses « choix fondamentaux », de décisions prises par référendum.

Par exemple, le choix de consacrer plus de 20 % du budget de la défense nationale à entretenir et développer une force de frappe atomique et d'en augmenter le montant de près de 50 % en 7 ans (Loi de Programmation Militaire 2024-2030) aurait dû faire l'objet d'une décision du peuple entier, soumise à référendum et précédée d'un débat approfondi, éclairé par un égal accès aux médias des thèses adverses en présence.

Vous avez certes raison de dire, Messieurs et Mesdames (il y a deux sénatrices parmi les huit signataires de la tribune des *Echos*), que *« notre sécurité est aujourd'hui menacée par les bouleversements de l'ordre international et le retour de la guerre aux portes de l'Europe ».* Mais vous oubliez de dire que la France, par sa politique d'armement nucléaire, a contribué à cette tragique évolution de l'ordre, ou plutôt du désordre, international.

Le désordre actuel est le produit évident mais inavoué et inavouable de « l'ordre » nucléaire. Si la France, au lieu de tout faire pour conserver sa prétendue « dissuasion nucléaire » fondée sur la promesse d'un suicide collectif, avait

Copyright © www.acdn.net

poussé les autres Etats dotés d'armes nucléaires à négocier avec elle l'élimination planifiée et dûment contrôlée de leurs armes, comme ils y étaient tenus par l'article 6 du Traité de Non-Prolifération (TNP), Vladimir Poutine n'aurait pas pu puiser dans les siennes l'envie d'envahir l'Ukraine en menaçant de s'en servir, ni Benjamin Netanyahu l'arrogance qui l'a incité à piétiner les résolutions de l'ONU et les accords d'Oslo, à faire fi du droit humanitaire, et aujourd'hui à défier la communauté internationale en massacrant des milliers de Gazaouis pour venger les crimes du Hamas, sans pour autant parvenir à l'annihiler.

Parallèlement, les sommes faramineuses consacrées à développer ces armes *« fondamentalement dangereuses, extraordinairement coûteuses, militairement inefficaces et moralement indéfendables »* (comme l'a dit en 1992 le général US Lee Butler, ancien chef du *Strategic Air Command*) auraient pu servir à financer les vrais besoins de l'armée française, améliorer les conditions de vie du peuple français, renforcer l'aide au développement des pays du tiers monde (réduisant d'autant la pression migratoire), et mettre sur pied une réserve de résistance civique et populaire.

Mais pour cesser de marcher sur la tête, il aurait fallu que les choix stratégiques de la France soient posés, débattus et tranchés par la nation entière plutôt que concoctés par un quarteron de décideurs issus du même milieu et vivant en vase clos. Aujourd'hui, ils veulent pousser encore plus loin la spoliation démocratique en prélevant sur notre épargne, en plus de la part de nos impôts destinée aux armes nucléaires imbéciles et monstrueuses qui font de nous les complices et les victimes potentielles de crimes contre l'humanité, un impôt masqué au profit du lobby militaro-industriel.

Si leur manoeuvre l'emporte, s'ils nous font les poches, les Français devront s'insurger contre cette forfaiture, par exemple en boycottant les livrets A, LDDS, et toutes les banques qui marcheront dans la combine. Sans parler des élus qui l'auront soutenue ou initiée. La tyrannie militaro-nucléaire, ça commence à bien faire.

**

(1) Défense : mettons à contribution l'épargne des Français

(2) Aujourd'hui Thalès. Connu notamment pour ses téléviseurs à partir des années 1960, Thomson partage dans les années 1980 ses activités entre deux grands secteurs : l'électronique grand public et les équipements professionnels à vocation militaire. Cette dernière branche est rattachée à sa propre entité Thomson-CSF (nom issu d'une fusion réalisée en 1968) et devient en 2000 un groupe indépendant dénommé Thalès.

Maître d'oeuvre de systèmes de télécommunications militaires, "partenaire historique des forces armées françaises, le Groupe est à leurs côtés en permanence tant sur le territoire national que sur les théâtres d'opérations extérieurs. Partenaire majeur du programme Rafale, Thales les accompagne dans leurs grands programmes de modernisation : Scorpion pour les véhicules blindés, système de chasse aux mines MMCM, frégates multimissions, système SCCOA pour la surveillance de l'espace aérien français, réseau de communication des théâtres d'opérations, stations sol du système de communications Syracuse, système PARADE de lutte antidrone, parmi bien d'autres. Thales assure également la sécurité d'infrastructures critiques, en particulier du site, des personnels et des systèmes d'information et de communications du ministère des Armées." *Cf.* https://www.thalesgroup.com/fr/countries/europe/thales-france

Il semblerait que tout cela rapporte "un pognon de dingue". Ce qui ne devrait pas empêcher le Groupe de se financer à bas coût avec l'épargne très modestement rémunérée du Livret de Développement Durable et Solidaire.

Copyright © www.acdn.net